



Leur projet n'est pas le nôtre.

Ne nous approprions pas ce qui nous dépossède !

La réforme de l'évaluation imposée par le ministère a pour but de détruire le service public d'éducation homogène sur tout le territoire et de casser la garantie d'emploi des enseignant•es de la fonction publique en instaurant des plans locaux d'évaluation.

La réforme de l'évaluation a pour but de détruire le service public d'éducation homogène sur tout le territoire

Le principe du service public d'éducation homogène sur tout le territoire est de permettre à chacun•e de suivre un parcours scolaire choisi et construit, dans les meilleures conditions d'enseignement possibles, où qu'il/elle vive.

Avec un bac fondé à 40 % sur le contrôle continu, c'en est fini de l'épreuve certificative anonyme, neutre et basée sur l'égalité de traitement. Il n'y aura plus que des bacs locaux. Ce dispositif vient s'ajouter à la réforme de l'entrée à l'université, en 2017, qui a généralisé la sélection par le dossier plutôt que par le diplôme du bac. Pour parachever la mise en concurrence des lycées et l'accomplissement d'un marché de l'éducation, il ne manque plus que la fin de la sectorisation et le recrutement des enseignants par les chefs d'établissement. Blanquer y travaille (voir sa circulaire de juin qui annonce la « multisectorisation », l'augmentation du nombre de postes à profil et la fin des CAPA).

Conscients que les notes par établissement ne pourront plus prétendre à la moindre objectivité - la circulaire reconnaît les « biais docimologiques » - les services du ministère entreprennent de normer nos notations, de soumettre nos évaluations et notre liberté pédagogique à la tutelle des chefs d'établissement et au moulinage des algorithmes (« les outils nécessaires nationaux et académiques »).

Chaque établissement aura son coefficient multiplicateur et les élèves se feront la concurrence pour les mieux cotés. Les élèves les plus en réussite se concentreront dans les mêmes lycées. Il en sera de même pour ceux en difficulté. Le lycée d'origine sera plus encore qu'aujourd'hui la médaille ou le stigmate.

Avec le contrôle continu, le cursus du lycée sera une vaste évaluation sommative. Les élèves n'auront plus le droit à l'erreur. Et ne verrons-nous pas, à terme, un développement du bachotage au lieu de la progression des élèves dans leurs apprentissages ? La mise à mort du développement de l'esprit critique et de l'autonomie de la réflexion des jeunes, futur•es citoyen•nes, sera définitivement entérinée ! D'autre part, les enseignant•es seront davantage soumis aux pressions des directions et des parents d'élèves, notamment dans les établissements les plus favorisés.

La réforme de l'évaluation a pour but de casser la garantie d'emploi des enseignant•es fonctionnaires d'État.

La garantie d'emploi est étroitement liée à notre liberté pédagogique qui a été conçue pour nous mettre à l'abri des influences extérieures. Avec cette

réforme, les pressions des chefs sont officialisées, celles des familles sont certaines. Notre garantie d'emploi n'aura plus rien à protéger. Lorsque de surcroît, les critères d'évaluation ne reposeront plus sur notre maîtrise disciplinaire mais sur des grilles standards, alors les professeurs pourront être recrutés sur leur docilité plutôt que sur leur qualification. Valider ces « projets d'évaluation », c'est s'autodétruire.

Alors que la circulaire exige de l'« explicite » et du précis, nos IPR, dans toutes leurs communications, nous invitent à rester dans le vague. Bel exemple de double discours. Dans ces injonctions contradictoires, on peut aussi voir une manœuvre grossière : on enveloppe la pilule de cyanure avec du sucre. Gageons que dans deux ans, les projets devront être quantifiés. En 2019, le contrôle continu était à 10 %. L'intoxication néo-libérale procède par doses progressives.

Puisque nous sommes des professionnels compétents et que l'administration nous engage à rédiger des projets d'évaluation, soyons constructifs et proposons-en. Bien sûr, on ne peut le faire qu'en dehors du cadre contraint imposé par nos IPR, à l'intérieur duquel le mot « projet » est un attrape-nigaud tiré du bréviaire néolibéral.

Pour celles et ceux qui sont attaché-es au service public d'éducation, voici **un exemple de projet** :

- retour à une épreuve certificative et sommative de fin de cycle secondaire, que nous appellerions « baccalauréat ».
- abandon de tout contrôle continu.
- restauration de bonnes qualités d'apprentissage, ce qui implique :
 - de réduire le nombre d'élèves par classe, donc de recruter massivement des enseignants titulaires, ce qui signifie augmenter le nombre de postes aux concours.
 - de réduire le contenu des programmes scolaires et cesser les refontes régulières qui n'offrent aucune stabilité.
- droit à l'entrée à l'université dès lors que le bac est obtenu.
- augmentation massive des moyens des universités, sur fonds strictement publics.
- attribution de moyens à l'enseignement professionnel pour en faire un choix attractif et cesser de hiérarchiser les filières, pour favoriser les passerelles vers le supérieur.
- revalorisation du traitement des enseignant•es pour éviter l'effondrement des qualifications.
- interruption du recrutement des contractuel•s et permission de leur titularisation.

Les néo-libéraux ont privatisé l'énergie, les prix de l'électricité et du gaz flambent. Ils privatisent le placement des chômeurs et durcissent leurs conditions et le chômage perdure. Les néolibéraux sont en train d'enlever les dernières pelures de l'oignon : le gouvernement supprime des lits d'hôpital pendant la pandémie. Saisissant l'aubaine de la maladie, il liquide le cadre national du bac.

Nous ne devons pas être ceux qui ont laissé détruire le service public d'éducation nationale. Proposons nos solutions !